dissentiment avec le seigneur ou dans des circonstances graves, mais sauvegardant avant tout ce que l'homme a de plus cher au monde, sa famille, sa liberté et ses biens.

Une fois ces traits généraux tracés sur cette question, il me sera plus facile d'aborder l'examen de notre charte de Pont-d'Ain de 1319.

Et d'abord quel était ce comte de Savoie qui a accordé ces franchises en 1319 à la ville de Pont-d'Ain ? Guichenon le désigne sous le nom d'Amé IV (*Histoire de Bresse*, p. 55). Il est plus ordinairement nommé Amé V, mais il s'agit toujours du même prince surnommé Amé-le-Grand.

Amé V fut un des plus grands princes de la maison de Savoie, un habile politique. Sous son règne, long et utile à sa dynastie, il augmenta son territoire par des traités, des alliances. Il commença à régner en 1285 succédant à Philippe, comte de Savoie, son oncle. Lorsqu'il mourut en 1323 à Avignon où il se disposait à aller au secours de l'empereur de Constantinople, son gendre, attaqué par les Turcs et les Sarrasins, il laissa à ses successeurs un véritable petit royaume. Indépendamment de la Savoie, il avait réuni à ses domaines la Bresse et le Revermont, la partie méridionale de Bugey par son mariage avec Sibylle de Bagé. Enfin, il acquit en 1289 de Robert, duc de Bourgogne, moyennant la cession des seigneuries de Savigny et de Cuisery avec une soulte de 16,000 livres les châteaux de Coligny, Treffort, Marboz et Pont-d'Ain.

Pendant son long règne, dit La Teyssonnière (1^{re} partie, page 200), « l'usage des franchises des petits bourgs et « des villes devint général et le Tiers-Etat définitivement « organisé commença à acquérir une réelle importance. La